

Brésil : quatrième victoire consécutive pour le Parti des travailleurs

Olivier Dabène, Sciences Po, Centre de recherches internationales (CERI), CNRS, Paris, France

29/10/2014

En ligne : <https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/bresil-quatrieme-victoire-consecutive-pour-le-parti-des-travailleurs-22>

La victoire de Dilma Rousseff au deuxième tour de l'élection présidentielle du 26 octobre au Brésil est à porter au crédit du Parti des travailleurs (PT). Donnée perdante au lendemain du premier tour, peu à son avantage lors des quatre débats télévisés de l'entre-deux tours, Dilma a finalement bénéficié dans les derniers jours de campagne d'un sursaut qui lui a permis de l'emporter. Ce résultat est le produit d'une stratégie visant à distiller un climat de peur. Le candidat du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB), Aécio Neves, a été dépeint comme un conservateur qui menacerait les avancées sociales. Le spectre d'un retour aux recettes néolibérales, que son mentor Fernando Henrique Cardoso avait incarnées dans les années 1990, a été agité. Même l'idée selon laquelle Aécio était agressif à l'égard des femmes semble avoir porté ses fruits auprès de l'électorat féminin. En contrepartie, les accusations de corruption lancées par Aécio contre les hiérarques du PT n'ont pas trouvé l'écho escompté auprès des Brésiliens qui ont depuis longtemps perdu toute illusion dans ce domaine. Autre handicap d'Aécio, comme pour l'ensemble des candidats de droite qui tentent de reconquérir le pouvoir en Amérique latine, celui-ci n'a pas été en mesure d'offrir un programme alternatif. Hormis sur quelques sujets, notamment l'insertion internationale du Brésil, rien d'essentiel ne séparait les deux candidats dans leur conception d'un développement économique associant initiatives publique et privée. Aécio n'est pas parvenu à incarner le changement, que pourtant 74% de la population appelait de ses vœux. Les électeurs ne se sont d'ailleurs pas montrés très cohérents puisqu'outre la présidente, 60% des députés fédéraux ont été réélus, ainsi que onze gouverneurs.

Ce paradoxe s'explique. Le PT est devenu une redoutable entreprise de communication, parfaitement en ordre de marche pour remporter sa quatrième élection présidentielle consécutive, alors que le contexte économique ne lui était pas favorable. La formation fondée par Lula a su préserver le soutien de son électorat de la région pauvre du Nord-Est du pays, où le résultat de Dilma a dépassé les 70%, et limiter les pertes dans le Sud plus prospère où Aécio est arrivé en tête, avec 64% des voix par exemple à Sao Paulo. Le PT a conquis par ailleurs cinq postes de gouverneur, dont celui de l'Etat de Minas Gerais, qu'Aécio Neves avait gouverné entre 2003 et 2010.

Le candidat de droite a terminé sa campagne avec un taux de rejet supérieur à celui qui était le sein au début de cette dernière. En dépit du soutien de la majorité des grands médias, il a été victime de la campagne de dénigrement du PT et de ses propres erreurs stratégiques.

Le PT saura-t-il faire preuve de la même efficacité pour gouverner le pays ? Dilma Rousseff a célébré sa victoire avec retenue, promettant d'être une « meilleure présidente » et souhaitant réconcilier les Brésiliens après une campagne qui a polarisé le pays. Les défis à relever sont immenses. Empêtrée dans un scandale de corruption qui touche la compagnie pétrolière PETROBRAS, la Présidente ne semble pouvoir compter ni sur la demande extérieure ni sur la consommation intérieure pour relancer la croissance. La défense de l'emploi butte sur des contraintes fiscales et la lutte contre l'inflation risque de handicaper la reprise. Dilma pourrait en revanche se départir quelque peu de son penchant pour le protectionnisme et conclure un accord avec l'Union européenne. Concernant le MERCOSUR, il faudra attendre les élections prévues en Argentine pour 2015 pour envisager une éventuelle relance.

Dans l'immédiat, Dilma a annoncé trois priorités : la réforme politique, la lutte contre la corruption et la relance de l'économie. Améliorer la gouvernabilité du Brésil semble être un préalable indispensable au rétablissement de la confiance des opérateurs économiques et à la relance de l'investissement.

Pour cela, la Présidente devra se doter d'une majorité parlementaire susceptible de soutenir son action. Les partis politiques qui l'ont appuyée disposent sur le papier d'une majorité absolue, mais le « présidentielisme de coalition » à la brésilienne implique des négociations permanentes. Dilma devra satisfaire de nombreuses exigences lorsqu'elle distribuera les portefeuilles ministériels.

La Présidente devra aussi composer avec une indifférence croissante de la population qui peut à tout moment se convertir en accès de colère. A l'issue des élections de 2014, la proportion des Brésiliens se déclarant sans identification partisane atteint 73%, pour « seulement » 62% au lendemain des grandes manifestations de juin 2013, un record depuis le retour du pays à la démocratie.

Là encore, Dilma devra rapidement se montrer efficace, en engageant par exemple la réforme politique annoncée dans la précipitation aux lendemains des manifestations de 2013. La réforme du système électoral ne sera pas facile à faire adopter par des parlementaires qui bénéficient du scrutin proportionnel avec listes ouvertes, mais la Présidente pourrait passer par la voie d'un référendum.

La victoire de Dilma Rousseff en 2014 est un événement historique. Jamais dans l'histoire du pays, un parti politique, de gauche de surcroît, n'avait emporté quatre élections présidentielles consécutives. Paradoxalement, le PT est parvenu à ce résultat sans devenir une formation dominante. Le PT a reculé en 2014, perdant de nombreux mandats de députés dans les assemblées des Etats fédérés. Mais il doit son succès à l'atomisation du paysage partisan et à l'ineptie d'une opposition incapable de renouveler l'offre politique. Si Lula venait à se présenter en 2018, le PSDB n'aura sans doute pas les moyens de l'empêcher de gagner.